

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6 allées marines
64100 Bayonne
ab64@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALKI - Larressore

ZAC Pelen Borda
64 480 Larressore

Références : UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0003106918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement ALKI - Larressore implanté ZAC Pelen Borda 64 480 Larressore. L'inspection a été annoncée le 01/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALKI - Larressore
- ZAC Pelen Borda 64480 Larressore
- Code AIOT : 0003106918
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALKI a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°31-6918/2021/030 en date du 27/12/2021 à exploiter une unité de production pour la transformation de matière (bois) en mobilier design sur la commune de LARRESSORE.

Les prescriptions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Arrêté ministériel du 2 septembre 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues ;
- Arrêté ministériel du 2 mai 2002, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Application et séchage de vernis,

peinture, apprêt, colle, enduit...

Contexte de l'inspection : Récolement à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°31-6918/2021/030 en date du 22 décembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ; la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

C'est la première visite de l'inspection des installations classées sur le site exploité par la société ALKI depuis la notification de son arrêté préfectoral d'autorisation n°31-6918/2021/030 en date du 22 décembre 2021. Il a été constaté lors de cette visite certains manquements. En effet la société Alki n'a pas réalisé les mesures de bruit comme prévu à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 02/09/2014 qui encadre ses activités.

Il est proposé de laisser à l'exploitant **3 mois** pour réaliser les analyses susvisées et les transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4
Thème : Situation administrative, dossier installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le plan de localisation des risques, (cf. art. 8) ;- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9) ;- le plan général des stockages (cf. art. 9) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9) ; - le registre indiquant les dates de nettoyage (cf. art. 10) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ;- les consignes d'exploitation (cf. art. 25) ;- le(s) registre(s) de vérification(s) périodique(s) et de maintenance des équipements (cf. art. 14, 17 et 20) ;- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau industrielle (cf. article 28) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 29) ;- Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié (cf. art. 48) ;- le registre des déchets (cf. art. 51) ;- le programme de surveillance des émissions atmosphériques (cf. art. 52). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis les éléments réglementaires suivants : <ul style="list-style-type: none">- Copie demande enregistrement et dossier ;- Dossier d'enregistrement tenu à jour (pas de modifications apportées au dossier d'enregistrement à ce jour) ;- Arrêté d'enregistrement délivré par le Préfet ;- Moyens de secours contre l'incendie ;- Suivi des rejets aqueux : non concernés car il n'y a pas de rejet d'effluents industriels (uniquement des eaux vannes)- Registre des accidents et incidents (pas d'accident ou d'incident à ce jour) ;- Plan de localisation des risques ;- Registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ;- Plan général des stockages ;

- Fiches des données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
- Registre indiquant les dates de nettoyage ;
- Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risques ;
- Consignes d'exploitation ;
- Registre des vérifications périodiques et de maintenance des équipements ;
- Registre des résultats de prélèvements d'eau industrielle (non concernés car eau sanitaire uniquement) ;
- Plan des réseaux de collecte des effluents ;
- Registre des déchets ;
- Programme de surveillance des émissions (surveillance initiale non réalisée)

L'exploitant n'a pas réalisé

1. les mesures de bruit prévu à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 02/09/2014 ;
2. la surveillance des émissions atmosphériques indiquée à l'article 52 du même arrêté, dans les conditions fixées à l'article 45. L'article 45 prévoit qu'une mesure de poussières totales est effectuée au minimum tous les trois ans par un organisme agréé.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de 3 mois, les mesures de bruit prévu à l'article 48 et les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques indiquée à l'article 52.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois